



**HAL**  
open science

# Le Caire : géographie de la contestation et de la violence urbaine

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

Roman Stadnicki. Le Caire : géographie de la contestation et de la violence urbaine. Moyen-Orient, 2014, 21, pp.78-79. halshs-01235569

**HAL Id: halshs-01235569**

**<https://shs.hal.science/halshs-01235569>**

Submitted on 2 May 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# MOYEN-ORIENT

GÉOPOLITIQUE, GÉOÉCONOMIE, GÉOSTRATÉGIE ET SOCIÉTÉS DU MONDE ARABO-MUSULMAN

Magazine trimestriel • Numéro 21

Janvier-Mars 2014 • 10,95 €

## INTERNET

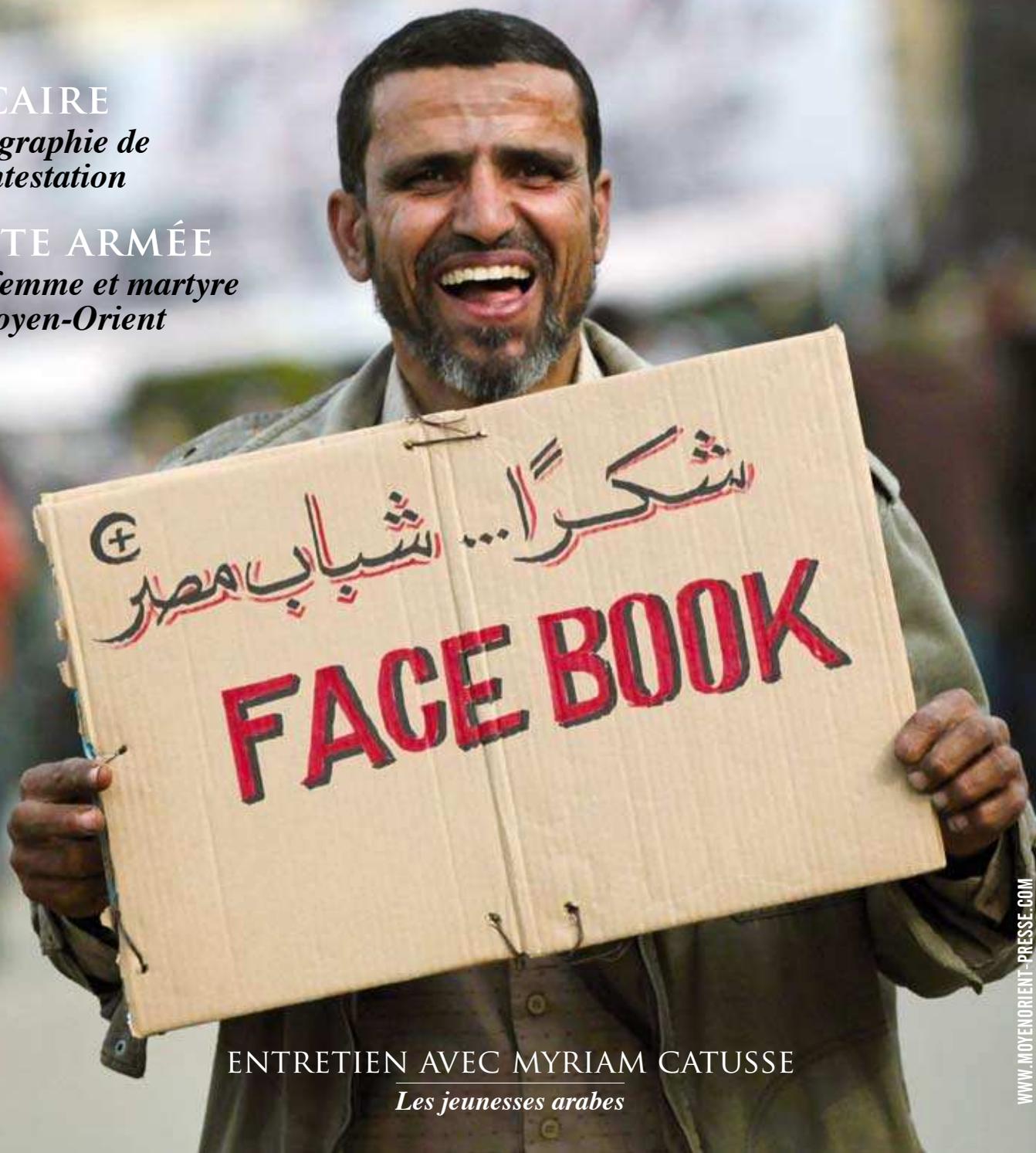
LE MONDE ARABE FACE AUX DÉFIS DU WEB 2.0

LE CAIRE

*Cartographie de la contestation*

LUTTE ARMÉE

*Être femme et martyre au Moyen-Orient*



ENTRETIEN AVEC MYRIAM CATUSSE

*Les jeunesses arabes*

WWW.MOYENORIENT-PRESSE.COM

M 07419 - 21 - F : 10,95 € - RD



A : 12,50 € - BEL : 12 € - CDN : 16,50 \$ - CH : 2015 \$ - D : 12 € - DOM : 11,50 € - MAR : 130 MAD - TOM : 1500 CFP - PORT Cont. : 12 €

# Sommaire

Moyen-Orient n° 21 • Janvier-Mars 2014

- 6 Actualités - Agenda
- 10 Regard de Myriam Catusse sur les jeunes arabes

## DOSSIER INTERNET 15

- 16 Repères Internet : Cartographie
- 18 Le monde arabe à l'épreuve du numérique  
Yves Gonzalez-Quijano
- 24 L'arabe sur le Net : une langue en pleine révolution  
Entretien avec Milad Doueïhi
- 30 Au-delà de la « révolution 2.0 » :  
analyse du cyberactivisme tunisien  
Romain Lecomte
- 36 Repères témoignage : Lina ben Mhenni,  
cyberdissidente et blogueuse tunisienne
- 38 Blogueurs et blogueuses de Libye :  
faire la révolution contre Kadhafi sur le Net  
Sihem Najjar
- 44 L'évolution du journalisme citoyen en Syrie :  
le cas des Web-radios  
Enrico De Angelis
- 50 L'usage politique d'Internet en Arabie saoudite :  
des débats en *tweets*  
Elisabeth Vandenheede
- 56 Repères économie : La Jordanie, un nouveau *hub* arabe  
pour le développement de l'industrie du Web ?  
Caroline Ronsin

## GÉOPOLITIQUE 60

- 60 La Syrie d'Al-Assad : de la résistance du régime  
Souhaïl Belhadj
- 66 Être martyr au Moyen-Orient,  
un phénomène à mettre aussi au féminin  
Carole André-Dessornes
- 72 Le Kurdistan irakien : le défi des cartographes  
Cyril Roussel

## POINTS CHAUDS 78

## GÉOÉCONOMIE 80

- 80 Desertec : mirage ou oasis dans le désert ?  
Emmanuel Autier, Jean-Michel Huet et Amira Khediri

## ART 86

- 86 Corps et danse au Maghreb :  
entre ruptures et réinventions  
Aminata Tembély

## BD • LIVRES • WEB 92

10



© AFP/Photo/Bliss, Qabalan

15



© AFP/Photo/Patrick, Baz

60



© AFP/Photo/Sabah, Warr

80



© AFP/Photo/Abdelhak, Srma

86



© Dimitri Tsaplanis



# POINTS CHAUDS... MOYEN-ORIENT

## Le Caire : géographie de la contestation et de la violence urbaine

**La capitale de l'Égypte a longtemps compté parmi les villes les plus sûres au monde. La forte présence policière sous Hosni Moubarak (1981-2011) et l'importance du contrôle social à l'échelle du quartier pouvaient expliquer cette singularité pour une agglomération de près de 20 millions d'habitants. Si la révolution de janvier 2011 a fait souffler un vent de liberté, elle a aussi engendré un nouveau cycle de violences urbaines. Une instabilité politique chronique, où l'on a vu se succéder des régimes transitionnels militaire, islamiste et technocratique, a contribué à élargir le spectre de la contestation et de la lutte, et à en complexifier la territorialité.**

Le conflit le plus marquant dans la ville du Caire est celui qui a opposé les Frères musulmans, élus à la tête de l'État en juin 2012, à la population égyptienne d'abord, qui a réclamé le départ du président Mohamed Morsi lors de la manifestation du 30 juin 2013, et à l'armée ensuite, qui a précipité sa chute le 3 juillet et réprime ses partisans depuis.

Au cours de l'été 2013, une véritable « lutte des places » s'est instaurée au Caire. D'un côté, les anti-Mohamed Morsi se sont rassemblés sur la place Tahrir, épice de la révolution de 2011, et face au palais présidentiel d'El-Tithadiya, situé dans le quartier d'Héliopolis. De l'autre, les partisans du président déchu ont occupé les places Rabia al-Adawiya (Nasser City), et Nahda, située près de l'université du Caire (Gizeh).

### Tentatives de redéploiement des islamistes dans l'espace urbain

Ce rapport de force territorial a pris fin le 14 août 2013 lors de l'évacuation des pro-Mohamed Morsi par les forces de l'ordre. Depuis, les Frères musulmans, qui ont payé un lourd tribut (2000 morts et 2000 arrestations environ), cherchent à se redéployer dans l'espace urbain malgré leur faible capacité de mobilisation dans la capitale égyptienne, qui n'est en outre pas l'un de leurs foyers historiques. Défiant le dispositif sécuritaire renforcé par l'instauration de l'état d'urgence et du couvre-feu (1), ils abandonnent les rassemblements massifs dans les hauts lieux de la ville au profit de petites manifestations plus diffuses et organisées dans les cœurs du tissu urbain ou encore dans l'enceinte des universités, comme dans celles du Caire, d'Ain Shams et d'Al-Azhar en octobre 2013. Les vendredis de septembre à novembre 2013, des cortèges réunissant plusieurs

centaines de personnes sont ainsi partis des périphéries populaires d'Al-Marg, Ain Shams, Shubra al-Khaima, Zeitoun et Matariya. Des manifestations ont également été organisées dans les banlieues industrielles de Helwan et Kerdassa, sur lesquelles les islamistes sont parvenus à exercer un fort contrôle territorial.

Cet élargissement géographique de la contestation islamiste indique un changement de stratégie de pro-Mohamed Morsi. En se repliant sur un certain nombre de quartiers informels (60% de l'espace urbanisé du Caire), ils renouent en quelque sorte avec leur passé de dissidents urbains. Terres de prédilection pour les musulmans radicaux réprimés au temps de Hosni Moubarak, certaines zones informelles fonctionnaient comme des territoires autonomes jusque dans les années 1990, à l'image de la « République islamiste d'Imbaba », nom donné à un quartier situé sur la rive gauche du Nil. Cette tendance au repli pourrait se confirmer avec la nouvelle loi sur les manifestations, promulguée le 24 novembre 2013. Les autorités s'octroient le droit d'interdire tout rassemblement susceptible de menacer l'ordre public. La norme oblige les organisateurs à informer le ministère de l'Intérieur de leur manifestation au moins trois jours avant sa tenue, et à fournir leurs coordonnées, le lieu ou le trajet du cortège, mais aussi leurs revendications et les slogans qui seront scandés. Enfin, elle interdit les départs et arrivées

de cortèges près des lieux de culte, visant ainsi directement les partisans des Frères musulmans, dont c'est précisément le mode opératoire depuis la fin de l'été 2013.

### Une mégapole sous haute tension depuis 2011

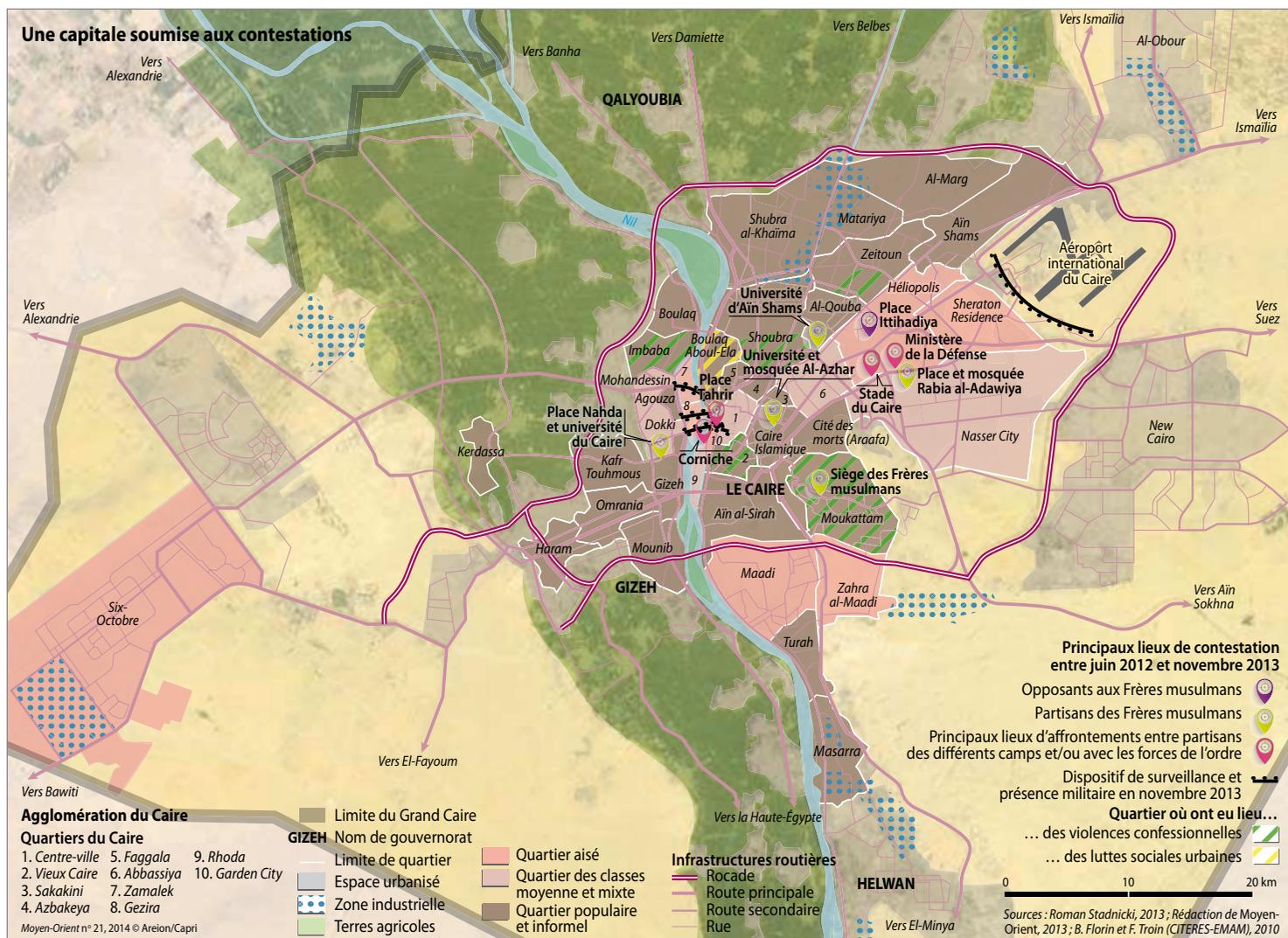
La volatilité de la situation sécuritaire au Caire est en réalité antérieure à la répression des Frères musulmans. Depuis fin 2011, date des premières grandes manifestations organisées rue Mohamed Mahmoud contre le Conseil supérieur des forces armées qui dirigeait alors le pays, la ville est profondément marquée par la violence. Le 19 novembre de cette année-là, au moins 47 personnes ont perdu la vie dans cette artère lors d'affrontements entre des militants et les forces de l'ordre.

Pour contrer de nouvelles hostilités, les militaires, omniprésents, ont ordonné la construction de murs de béton renforcés de fils barbelés, voire de boucliers humains avec des soldats, sur la plupart des axes et des ponts qui mènent au centre-ville, contribuant à façonner un paysage de ville en guerre et justifiant la supposée « guerre contre le terrorisme ».

La multiplication de ces frontières urbaines a conduit au déplacement des heurts, à Abbassiya, près du ministère de la Défense en 2012, mais aussi le long de la corniche du Nil, au niveau des hôtels Semiramis et Shepherd, où jeunes désœuvrés et forces de sécurité se sont affrontés au prin-



Au Caire, toutes les manifestations, comme ici des supporters de football le 19 octobre 2013, sont sous la surveillance des militaires.



temps 2013 à coup de jets de pavés et de gaz lacrymogènes. Le 19 novembre 2013, date anniversaire des affrontements de la rue Mohamed Mahmoud, des violences ont à nouveau éclaté sur la place Tahrir entre manifestants pro- et antiarmée. Il s'agit des premiers affrontements à caractère politique n'incluant pas les partisans des Frères musulmans depuis les événements de l'été 2013. Ils marquent également l'émergence d'une « troisième voie » qui rassemble des individus ne se rangeant ni derrière les islamistes ni derrière l'armée, alors que la polarisation semblait totale. La période de transition politique en Égypte a en outre été propice à la montée de mouvements anarchistes, comme le Black bloc (2), et à la présence accrue de casseurs en ville, dont certains sont affiliés aux « ultras », groupes de supporters de football projetés au cœur d'une lutte entre pouvoir et révolutionnaires (3). Les rares matchs organisés – le championnat national a été suspendu *sine die* en juin 2013 – se jouent à huis

clos, alors que le stade du Caire fut à plusieurs reprises le lieu de violents affrontements.

### Des conflits confessionnels et sociaux inédits

Le Caire porte par ailleurs les stigmates des violences confessionnelles qui ont touché les coptes, notamment à Maspero, où ils s'étaient rassemblés en octobre 2011 pour protester contre les incendies d'églises à répétition. Aux 20 morts de ce quartier s'ajoutent, la même année, les 15 victimes des attaques de Moukattam (le quartier du Caire où les coptes vivent en majorité) et d'Imbaba, ainsi que, en avril 2013, les deux de celles de la cathédrale Saint-Marc d'Abbassiya. Enfin, dans le contexte de l'ouverture du champ de l'activisme depuis la révolution, des associations de la société civile revendiquent leurs droits au sol et au logement. Ces luttes sociales se soldent souvent par l'intervention des forces de l'ordre, comme en août 2013 dans le quartier informel de Boulaq Aboul-Ela lors de manifestations contre les

expulsions d'habitants. Ils s'étaient engagés dans une lutte contre l'homme d'affaires Naguib Sawiris, qui y a construit le complexe immobilier Nile Towers. Le 28 août 2013, un tribunal administratif a donné raison aux habitants, un phénomène sans précédent dans une ville où les destructions de bâtiments jugés insalubres et les expulsions ordonnées par les autorités sont légion.

**ROMAN STADNICKI, CEDEJ (Le Caire)**

### Notes

- (1) L'état d'urgence et le couvre-feu ont été officiellement levés le 14 novembre 2013, trois mois après leur mise en place. Assoupli au fil des semaines pour relancer l'activité économique, le couvre-feu entré en vigueur à 19 heures le vendredi et à 1 heure du matin les autres jours, et se terminait à 5 heures. Si sa levée a engendré la suppression des checkpoints, elle n'a pas atténué la présence militaire au Caire.
- (2) Chiara Pettenella, « Égypte : qui sont les Black bloc ? », in *Moyen-Orient* n° 18, avril-juin 2013, p. 83.
- (3) Le 2 février 2012, à Port-Saïd, après le match entre Al-Masry et Al-Ahly, des affrontements entre supporters avaient causé la mort de 74 personnes. Voir Sébastien Abis et Djamel Ajmani, « Regard géopolitique sur le football en Afrique du Nord et au Moyen-Orient », in *Moyen-Orient* n° 20, octobre-décembre 2013, p. 68-73.